

**Élection des membres de la chambre d'agriculture  
AVIS de révision des listes électorales**

***Groupements professionnels***

Les listes électorales pour les élections des membres des chambres d'agriculture de 2025 doivent être révisées à partir de la date d'affichage du présent avis pour les groupements professionnels agricoles.

Conformément aux prescriptions des articles R.511-10 et R.511-11 du code rural et de la pêche maritime, les électeurs qui votent au nom des groupements mentionnés ci-dessous doivent être inscrits comme électeurs individuels dans un département au titre du 1° de l'article R.511-8 du code rural et de la pêche maritime et être adhérents du groupement qui les désigne. Ils ne peuvent être salariés de celui-ci. Nul ne peut être électeur pour le compte de plusieurs groupements dans un ou plusieurs collèges mentionnés au 5° de l'article R.511-6 du code rural et de la pêche maritime.

Les cinq collèges des groupements professionnels agricoles sont :

- a) Les sociétés coopératives agricoles, ainsi que leurs unions et fédérations dont l'objet principal, déterminé par leurs statuts, est directement relatif à la production agricole ou à la mise en oeuvre des moyens de production agricole, à raison d'un représentant ;
- b) Les autres sociétés coopératives agricoles, leurs unions et fédérations, ainsi que les sociétés d'intérêt collectif agricole reconnues comme organisations de producteurs à condition qu'elles aient leur siège social dans le département, à raison de trois représentants ;
- c) Les caisses de crédit agricole, à raison d'un représentant ;
- d) Les caisses d'assurances mutuelles agricoles et les caisses de mutualité sociale agricole, à raison d'un représentant ;
- e) Les organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles ou de jeunes agriculteurs, ainsi que leurs unions et fédérations cantonales, intercantionales ou départementales, à raison d'un représentant.

Les groupements professionnels agricoles ci-dessus doivent être constitués depuis trois ans au moins et avoir pendant cette période satisfait à leurs obligations statutaires. Toutefois, cette condition d'ancienneté n'est pas opposable aux groupements issus de la fusion de groupements qui remplissaient eux-mêmes ladite condition, sous réserve qu'ils aient satisfait pendant les trois dernières années au moins à leurs obligations statutaires.

**DEMANDES D'INSCRIPTION**

**Les demandes d'inscription sur les listes électorales [imprimé à retirer en mairie ou à télécharger sur les sites internet de la préfecture ([www.ariège.gouv.fr](http://www.ariège.gouv.fr)) ou de la chambre d'agriculture ([www.ariège.chambre-agriculture.fr](http://www.ariège.chambre-agriculture.fr))] doivent parvenir avant le 1<sup>er</sup> octobre 2024 au secrétariat de la commission d'établissement des listes électorales (Chambre d'agriculture de l'Ariège – 32 avenue du Général de Gaulle - 09000 FOIX).**

Tout groupement professionnel agricole demandant son inscription sur la liste électorale de l'un des collèges ci-dessus doit souscrire une déclaration adressée au préfet par le président du groupement comportant le nom du groupement, le collège auquel ce groupement appartient, les noms, prénoms, adresses des personnes appelées à voter au nom du groupement. Cette déclaration est revêtue de la signature de chacune de ces personnes.

Cette déclaration est accompagnée, pour les groupements mentionnés au b) du 5° de l'article R.511-6 du code rural et de la pêche maritime, de la mention du nombre d'adhérents au 1er juillet 2024 et d'un extrait de la délibération du conseil d'administration ou de l'assemblée ayant désigné les électeurs dudit groupement.



**Élection des membres des chambres d'agriculture**  
**Date de clôture du scrutin : 31 janvier 2025**

**Demande d'inscription sur la liste électorale  
des groupements professionnels agricoles**

À adresser avant le 1<sup>er</sup> octobre 2024 à :  
Secrétariat de la Commission d'établissement des listes électorales  
Chambre d'Agriculture – 32 avenue du Général de Gaulle – 09000 FOIX

Je soussigné(e) (nom et prénoms) .....  
Président(e) du groupement professionnel agricole dit : .....  
Dont le siège est établi à l'adresse suivante : .....

Sollicite l'inscription de cet organisme sur la liste des groupements<sup>1</sup> :

- Collège 5 A : Coopératives de production agricole
- Collège 5 B : Autres coopératives et SICA
- Collège 5 C : Caisse de Crédit Agricole
- Collège 5 D : Caisses d'assurances mutuelles agricoles et caisses de mutualité sociale agricole
- Collège 5 E : Organisations syndicales

appelés à prendre part, en janvier 2025, à l'élection des membres de la chambre d'agriculture<sup>2</sup>.....

J'indique, ci-après, les renseignements prévus par les articles R 511-10 et R, 511-26 du Code Rural et de la Pêche Maritime :

- Date de fondation du groupement (date de dépôt des statuts) : .....
- Nombre d'adhérents individuels au 1er juillet 2024, dans le département<sup>3</sup> : .....
- Nombre de groupements affiliés dans le département<sup>4</sup>: .....
- Personnes appelées à voter au nom du groupement<sup>5</sup> :

NOM	Prénom	Adresse	Commune d'inscription	Signature

Je joins à la présente demande un extrait de la délibération du conseil d'administration ou de l'assemblée ayant désigné les électeurs appelés à voter au nom du groupement<sup>6</sup>.

J'atteste sur l'honneur la sincérité de la présente déclaration et de la conformité des..... documents<sup>7</sup> annexés et je certifie que mon groupement a, pendant 3 ans au moins<sup>8</sup>, satisfait à ses obligations statutaires.

Fait à ....., le ..... 2024

Le (la) Président(e),

---

<sup>1</sup> a) Les sociétés coopératives agricoles ainsi que leurs unions et fédérations dont l'objet principal, déterminé par leurs statuts, est directement relatif à la production agricole ou à la mise en œuvre des moyens de production agricole.

b) Les autres sociétés coopératives agricoles, leurs unions et fédérations, ainsi que les sociétés d'intérêt collectif agricole reconnues comme organisations de producteurs à condition qu'elles aient leur siège social dans le département (à adapter pour les chambres d'outre-mer - cf. articles R. 571-7 et R-571-8 du Code rural et de la pêche maritime).

c) Les caisses de crédit agricole.

d) Les caisses d'assurances mutuelles agricoles et les caisses de mutualité sociale agricole.

e) Les organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles ou de jeunes agriculteurs, ainsi que leurs unions et fédérations cantonales, intercantionales ou départementales.

<sup>2</sup> Lorsqu'une caisse de crédit agricole ou une caisse de mutualité sociale agricole a une activité qui s'étend sur deux ou plusieurs départements, elle a vocation à être inscrite sur les listes électorales de chacun de ces départements (les électeurs votent dans le département où ils sont inscrits en qualité d'électeurs individuels).

<sup>3</sup> Uniquement sur les groupements mentionnés au b ci-dessus («les autres coopératives»).

<sup>4</sup> Uniquement les unions et fédérations (concernant les groupements mentionnés au a, b et e ci-dessus).

<sup>5</sup> Outre les noms, prénoms, adresse, signature des personnes visées à l'article R. 511-11 du code rural et de la pêche maritime, il convient de mentionner (cf. art. R.511-10 du code rural et de la pêche maritime) la commune sur la liste électorale de laquelle elles sont inscrites comme électeurs individuels dans le collège mentionné au 1° de l'article R. 511-6 du code rural et de la pêche maritime (chefs d'exploitation et assimilés). Si nécessaire, utiliser une annexe.

<sup>6</sup> Uniquement pour les groupements mentionnés au b ci-dessus (« les autres coopératives»).

<sup>7</sup> Préciser le nombre des pièces annexées.

<sup>8</sup> Pour être inscrits, les groupements doivent être constitués depuis 3 ans au moins ( art. R. 511-10 du code rural et de la pêche maritime).  
« Toutefois, cette condition d'ancienneté n'est pas opposable aux groupements issus de la fusion des groupements qui remplissaient eux-mêmes ladite condition, sous réserve qu'ils aient satisfait pendant les trois dernières années au moins à leurs obligations statutaires »